

## COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

## MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

F. 2007 — 1019

[2007/200564]

**10 MARS 2006. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française modifiant l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 27 février 2003 portant réglementation générale des milieux d'accueil, dans le cadre de la mise en œuvre du Plan Tandem ou de la mesure de prépension dans les milieux d'accueil subventionnés par l'Office de la Naissance et de l'Enfance**

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret du 17 juillet 2002 portant réforme de l'Office de la Naissance et de l'Enfance, en abrégé « O.N.E. », tel que modifié ultérieurement, et notamment l'article 3;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 27 février 2003 portant réglementation générale des milieux d'accueil, tel que modifié par les arrêtés du 24 septembre 2003, 17 décembre 2003, 28 avril 2004 et du 9 décembre 2005;

Vu l'avis du Conseil d'administration de l'Office de la Naissance et de l'Enfance, donné le 15 décembre 2005;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 8 décembre 2005;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 22 décembre 2005;

Vu l'avis du Conseil d'Etat n° 39.678/4, donné le 24 janvier 2005, en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 1° des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Vu l'accord-cadre pour le secteur du non-marchand de la Communauté Wallonie-Bruxelles du 29 juin 2000;

Vu le protocole d'accord relatif à la mise en place d'un plan tandem dans le secteur de l'enfance en Communauté française du 4 juin 2004;

Considérant l'importance d'aménager les fins de carrière dans le secteur de la petite enfance;

Sur la proposition du Ministre de l'Enfance, de l'Aide à la jeunesse et de la Santé;

Après délibération,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** A l'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 27 février 2003 portant réglementation générale des milieux d'accueil, tel que modifié, sont insérés les points suivants :

« 24° Plan Tandem : le dispositif créé par la Convention collective de travail du 5 décembre 2005 au sein de la Commission Paritaire des services de santé (C.P 305) en vue de l'aménagement de la fin de carrière du personnel visé par cette convention;

25° Crédit-temps : le mécanisme de diminution de carrière et de réduction des prestations de travail à mi-temps, instauré par la Convention collective de travail n° 77*bis*, conclue au sein du Conseil National du Travail, telle que complétée par la Convention collective de travail sectorielle du 09 septembre 2002;

26° Prépension : le mécanisme de fin de carrière instauré par la Convention collective de travail n° 17 conclue au sein du Conseil National du Travail le 19 décembre 1974 instituant un régime d'indemnité complémentaire pour certains travailleurs âgés en cas de licenciement, telle que complétée par la Convention collective de travail du 14 février 2005 conclue pour les établissements et services de santé pour la période du 1<sup>er</sup> janvier 2005 au 31 décembre 2007;

27° Bénéficiaire : le travailleur du milieu d'accueil subventionné par l'Office, engagé dans un contrat de travail à durée indéterminée et titulaire d'un poste subventionné par l'Office, qui, conformément aux dispositions fixées par la Convention collective de travail du 5 décembre 2005 bénéficie du Plan Tandem ou de la mesure de prépension susvisée.

»

**Art. 2.** Un article 93*bis*, rédigé comme suit, est inséré dans le même arrêté :

« Par dérogation à l'article 93, alinéa 1<sup>er</sup>, lorsqu'est mis en œuvre le Plan Tandem ou la prépension, définis à l'article 1<sup>er</sup>, 24° et 26°, le personnel de puériculture ou le personnel médico-social subventionné qui devient bénéficiaire au sens de l'article 1<sup>er</sup>, 27°, continue, nonobstant la réduction de ses prestations, à être subventionné au prorata de son temps de prestation avant l'application du crédit-temps ou de la prépension, sur la base du barème déterminé pour sa catégorie de personnel et de son ancienneté reconnue par l'Office, pour autant qu'il soit remplacé, dans sa catégorie par un travailleur qualifié, au prorata de la réduction de son temps de prestation.

Lorsque le bénéficiaire au sens de l'article 1<sup>er</sup>, 27°, est absent pour cause de maladie depuis plus d'un an, le montant de la subvention octroyé au milieu d'accueil subventionné continue à être calculé sur la base de son barème et de son ancienneté reconnue par l'Office, le cas échéant jusqu'à sa mise à la retraite.

Lorsque le travailleur qui assure le remplacement du bénéficiaire au sens de l'article 1<sup>er</sup>, 27°, au prorata de la réduction de ses prestations est absent pour maladie et qu'il n'est pas remplacé au-delà de la période légale de traitement garanti, le montant de la subvention due pour le bénéficiaire au sens de l'article 1<sup>er</sup>, 27°, est réduit du montant correspondant à la subvention qui aurait normalement été versée pour ce remplaçant. »

**Art. 3.** Un article 98*bis*, rédigé comme suit, est inséré dans le même arrêté :

« Les subventions sont octroyées pour des unités de personnel effectivement en service et rémunérées par le pouvoir organisateur du préguardiennat; elles sont réduites proportionnellement aux prestations partielles.

Par dérogation à l'alinéa précédent, lorsqu'est mis en œuvre le Plan Tandem ou la prépension, définis à l'article 1<sup>er</sup>, 24° et 26°, le personnel de puériculture ou le personnel médico-social subventionné qui devient bénéficiaire au sens de l'article 1<sup>er</sup>, 27°, continue, nonobstant la réduction de ses prestations, à être subventionné au prorata de son temps de prestation avant l'application du crédit-temps ou de la prépension, sur la base du barème déterminé pour sa catégorie de personnel et de son ancienneté reconnue par l'Office, pour autant qu'il soit remplacé, dans sa catégorie par un travailleur qualifié, au prorata de la réduction de son temps de prestation.

Lorsque le bénéficiaire au sens de l'article 1<sup>er</sup>, 27°, est absent pour cause de maladie depuis plus d'un an, le montant de la subvention octroyé au milieu d'accueil subventionné continue à être calculé sur la base de son barème et de son ancienneté reconnue par l'Office, le cas échéant jusqu'à sa mise à la retraite.

Lorsque le travailleur qui assure le remplacement du bénéficiaire au sens de l'article 1<sup>er</sup>, 27<sup>o</sup>, au prorata de la réduction de ses prestations est absent pour maladie et qu'il n'est pas remplacé au-delà de la période légale de traitement garanti, le montant de la subvention due pour le bénéficiaire au sens de l'article 1<sup>er</sup>, 27<sup>o</sup>, est réduit du montant correspondant à la subvention qui aurait normalement été versée pour ce remplaçant. »

**Art. 4.** Un article 103*bis*, rédigé comme suit, est inséré dans le même arrêté :

« Les subventions sont octroyées pour des unités de personnel effectivement en service et rémunérées par le pouvoir organisateur de la maison communale d'accueil de l'enfance; elles sont réduites proportionnellement aux prestations partielles.

Par dérogation à l'alinéa précédent, lorsqu'est mis en œuvre le Plan Tandem ou la prépension, définis à l'article 1<sup>er</sup>, 24<sup>o</sup> et 26<sup>o</sup>, le personnel médico-social subventionné qui devient bénéficiaire au sens de l'article 1<sup>er</sup>, 27<sup>o</sup>, continue, nonobstant la réduction de ses prestations, à être subventionné au prorata de son temps de prestation avant l'application du crédit-temps ou de la prépension, sur la base du barème déterminé pour sa catégorie de personnel et de son ancienneté reconnue par l'Office, pour autant qu'il soit remplacé, dans sa catégorie par un travailleur qualifié, au prorata de la réduction de son temps de prestation.

Lorsque le bénéficiaire au sens de l'article 1<sup>er</sup>, 27<sup>o</sup>, est absent pour cause de maladie depuis plus d'un an, le montant de la subvention octroyé au milieu d'accueil subventionné continue à être calculé sur la base de son barème et de son ancienneté reconnue par l'Office, le cas échéant jusqu'à sa mise à la retraite.

Lorsque le travailleur qui assure le remplacement du bénéficiaire au sens de l'article 1<sup>er</sup>, 27<sup>o</sup>, au prorata de la réduction de ses prestations est absent pour maladie et qu'il n'est pas remplacé au-delà de la période légale de traitement garanti, le montant de la subvention due pour le bénéficiaire au sens de l'article 1<sup>er</sup>, 27<sup>o</sup>, est réduit du montant correspondant à la subvention qui aurait normalement été versée pour ce remplaçant. »

**Art. 5.** Un article 107*bis*, rédigé comme suit, est inséré dans le même arrêté :

« Par dérogation à l'article 107, alinéa 1<sup>er</sup>, lorsqu'est mis en œuvre le Plan Tandem ou la prépension, définis à l'article 1<sup>er</sup>, 24<sup>o</sup> et 26<sup>o</sup>, le personnel de puériculture ou le personnel médico-social subventionné qui devient bénéficiaire au sens de l'article 1<sup>er</sup>, 27<sup>o</sup>, continue, nonobstant la réduction de ses prestations, à être subventionné au prorata de son temps de prestation avant l'application du crédit-temps ou de la prépension, sur la base du barème déterminé pour sa catégorie de personnel et de son ancienneté reconnue par l'Office, pour autant qu'il soit remplacé, dans sa catégorie par un travailleur qualifié, au prorata de la réduction de son temps de prestation.

Lorsque le bénéficiaire au sens de l'article 1<sup>er</sup>, 27<sup>o</sup>, est absent pour cause de maladie depuis plus d'un an, le montant de la subvention octroyé au milieu d'accueil subventionné continue à être calculé sur la base de son barème et de son ancienneté reconnue par l'Office, le cas échéant jusqu'à sa mise à la retraite.

Lorsque le travailleur qui assure le remplacement du bénéficiaire au sens de l'article 1<sup>er</sup>, 27<sup>o</sup>, au prorata de la réduction de ses prestations est absent pour maladie et qu'il n'est pas remplacé au-delà de la période légale de traitement garanti, le montant de la subvention due pour le bénéficiaire au sens de l'article 1<sup>er</sup>, 27<sup>o</sup>, est réduit du montant correspondant à la subvention qui aurait normalement été versée pour ce remplaçant. »

**Art. 6.** L'article 113 du même arrêté est complété par les alinéas suivants :

« Par dérogation à l'alinéa 1<sup>er</sup>, lorsqu'est mis en œuvre le Plan Tandem ou la prépension, définis à l'article 1<sup>er</sup>, 24<sup>o</sup> et 26<sup>o</sup>, le travailleur social subventionné qui devient bénéficiaire au sens de l'article 1<sup>er</sup>, 27<sup>o</sup>, continue, nonobstant la réduction de ses prestations, à être subventionné au prorata de son temps de prestation avant l'application du crédit-temps ou de la prépension, sur la base du barème déterminé pour sa catégorie de personnel et de son ancienneté reconnue par l'Office, pour autant qu'il soit remplacé, dans sa catégorie par un travailleur qualifié, au prorata de la réduction de son temps de prestation.

Lorsque le bénéficiaire au sens de l'article 1<sup>er</sup>, 27<sup>o</sup>, est absent pour cause de maladie depuis plus d'un an, le montant de la subvention octroyé au milieu d'accueil subventionné continue à être calculé sur la base de son barème et de son ancienneté reconnue par l'Office, le cas échéant jusqu'à sa mise à la retraite.

Lorsque le travailleur qui assure le remplacement du bénéficiaire au sens de l'article 1<sup>er</sup>, 27<sup>o</sup>, au prorata de la réduction de ses prestations est absent pour maladie et qu'il n'est pas remplacé au-delà de la période légale de traitement garanti, le montant de la subvention due pour le bénéficiaire au sens de l'article 1<sup>er</sup>, 27<sup>o</sup>, est réduit du montant correspondant à la subvention qui aurait normalement été versée pour ce remplaçant. »

**Art. 7.** Un article 164*bis*, rédigé comme suit, est inséré dans le même arrêté :

« Les dispositions visées aux articles 93*bis*, 98*bis*, 103*bis*, 107*bis* et 113, alinéas 3, 4 et 5 font l'objet d'une évaluation périodique à la demande de l'un ou l'autre des partenaires sociaux représentatifs du secteur, de l'Office ou du Ministre. »

**Art. 8.** Le présent arrêté entre en vigueur à la date de mise en application de la Convention collective de travail du 5 décembre 2005, soit le 1<sup>er</sup> janvier 2006.

Bruxelles, le 10 mars 2006.

Par le Gouvernement de la Communauté française :

La Ministre de l'Enfance, de l'Aide à la Jeunesse et de la Santé,  
Mme C. FONCK

## VERTALING

## MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 2007 — 1019

[2007/200564]

**10 MAART 2006.** — **Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot wijziging van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 27 februari 2003 houdende algemene reglementering inzake opvangvoorzieningen, in het kader van het Plan Tandem of van het brugpensioen in de opvangvoorzieningen gesubsidieerd door de « Office de la Naissance et de l'Enfance »**

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het decreet van 17 juli 2002 houdende hervorming van de « Office de la Naissance et de l'Enfance », afgekort « O.N.E. », zoals achteraf gewijzigd en inzonderheid artikel 3;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 27 februari 2003 houdende algemene reglementering inzake opvangvoorzieningen, zoals gewijzigd bij de besluiten van 24 september 2003, 17 december 2003, 28 april 2004 en 9 december 2005;

Gelet op het advies van de Raad van Bestuur van de « Office de la Naissance et de l'Enfance », gegeven op 15 december 2005;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 8 december 2005;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting van 22 december 2005;

Gelet op het advies van de Raad van State nr. 39.678/4, gegeven op 24 januari 2005, bij toepassing van artikel 84, § 1, 1ste lid, 1° van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Gelet op het kaderakkoord voor de non-profit sector van de Gemeenschap Wallonië-Brussel van 29 juni 2000;

Gelet op het protocol van akkoord betreffende de toepassing van een "plan tandem" in de sector van het kinderopvang in de Franse Gemeenschap van 4 juni 2004;

Overwegende dat het belangrijk is het einde van de loopbanen te regelen in de sector van het jonge kind;

Op de voordracht van de Minister van Kinderwelzijn, Hulpverlening aan de Jeugd en Gezondheid;

Na beraadslaging,

Besluit :

**Artikel 1.** In artikel 1 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 27 februari 2003 houdende algemene reglementering inzake opvangvoorzieningen, zoals gewijzigd, worden de volgende punten ingevoegd :

« 24° Plan Tandem : de voorziening opgericht door de Collectieve arbeidsovereenkomst van 5 december 2005 binnen de Paritaire commissie voor gezondheidsdiensten (C.P 305) met het oog op de invulling van het einde van de loopbaan van het personeel bedoeld bij deze overeenkomst;

25° Tijdskrediet : het mechanisme voor de vermindering van de loopbaan en van de arbeidsprestaties tot halftijdse arbeidsprestaties, ingericht bij de Collectieve arbeidsovereenkomst nr. 77bis gesloten in de Nationale Arbeidsraad, zoals aangevuld bij de Sectoriële Collectieve arbeidsovereenkomst van 9 september 2002;

26° Brugpensioen : het mechanisme voor het einde van de loopbaan ingericht bij de Collectieve arbeidsovereenkomst nr. 17 gesloten op de Nationale Arbeidsraad op 19 december 1974 tot uitvoering van een regeling van aanvullende vergoeding ten gunste van sommige bejaarde werknemers indien zij worden ontslagen, zoals aangevuld bij de Collectieve arbeidsovereenkomst van 14 februari 2005 gesloten voor de gezondheidsinrichtingen en -diensten voor de periode van 1 januari 2005 tot 31 december 2007;

27° Rechthebbende : de werknemer in de opvangvoorziening gesubsidieerd door de Office, aangeworven in het kader van een arbeidsovereenkomst voor onbepaalde duur en houder van een betrekking gesubsidieerd door de Office, die overeenkomstig de bepalingen vastgesteld door de Collectieve arbeidsovereenkomst van 5 december 2005 het Plan Tandem of de hierboven bepaalde maatregel voor brugpensioen geniet. »

**Art. 2.** Een artikel 93bis, luidend als volgt, wordt in hetzelfde besluit ingevoegd :

In afwijking van artikel 93, 1e lid, wanneer het in artikel 1, 24° en 26° bepaalde Plan Tandem of brugpensioen wordt toegepast, blijft het gesubsidieerd personeel voor kinderverzorging of het gesubsidieerd medisch-sociaal personeel dat in de zin van artikel 1, 27° rechthebbende wordt, onverminderd de vermindering van zijn prestaties, gesubsidieerd naar rato van zijn prestatietijd vóór de toepassing van het tijdskrediet of van het brugpensioen, op basis van het barema bepaald voor zijn personeelscategorie en zijn anciënniteit erkend door de Office, voor zover hij in zijn categorie door een bevoegd werknemer vervangen wordt naar rato van de vermindering van zijn prestatietijd.

Wanneer de rechthebbende in de zin van artikel 1, 27°, afwezig is wegens ziekte sinds meer dan een jaar, blijft het bedrag van de subsidie toegekend aan de gesubsidieerde opvangvoorziening berekend op basis van zijn barema en zijn anciënniteit erkend door de Office, in voorkomend geval tot zijn inruststelling.

Wanneer de werknemer die de vervanging van de rechthebbende in de zin van artikel 1, 27°, waarneemt, naar rato van de vermindering van zijn prestaties, afwezig is wegens ziekte en niet vervangen wordt na de wettelijke periode voor gewaarborgd inkomen, wordt het bedrag van de subsidie verschuldigd voor de rechthebbende in de zin van artikel 1, 27°, verminderd met het bedrag dat overeenstemt met de subsidie die normaal gestort zou moeten zijn voor die vervanger. »

**Art. 3.** Een artikel 98bis, luidend als volgt, wordt in hetzelfde besluit ingevoegd :

« De subsidies worden toegekend voor personeelseenheden effectief in dienst en bezoldigd door de inrichtende macht van de peuterschool; zij worden verminderd naar verhouding van de partiële prestaties.

In afwijking van vorig lid, wanneer het in artikel 1, 24° en 26° bepaalde Plan Tandem of brugpensioen wordt toegepast, blijft het gesubsidieerd personeel voor kinderverzorging of het gesubsidieerd medisch-sociaal personeel dat in de zin van artikel 1, 27° rechthebbende wordt onverminderd de vermindering van zijn prestaties, gesubsidieerd naar rato van zijn prestatietijd vóór de toepassing van het tijdskrediet of van het brugpensioen, op basis van het barema

bepaald voor zijn personeelscategorie en zijn anciënniteit erkend door de Office, voor zover hij in zijn categorie door een bevoegd werknemer vervangen wordt naar rato van de vermindering van zijn prestatietijd.

Wanneer de rechthebbende in de zin van artikel 1, 27°, afwezig is wegens ziekte sinds meer dan een jaar, blijft het bedrag van de subsidie toegekend aan de gesubsidieerde opvangvoorziening berekend op basis van zijn barema en zijn anciënniteit erkend door de Office, in voorkomend geval tot zijn inruststelling.

Wanneer de werknemer die de vervanging van de rechthebbende in de zin van artikel 1, 27°, waarneemt, naar rato van de vermindering van zijn prestaties, afwezig is wegens ziekte en niet vervangen wordt na de wettelijke periode voor gewaarborgd inkomen, wordt het bedrag van de subsidie verschuldigd voor de rechthebbende in de zin van artikel 1, 27°, verminderd met het bedrag dat overeenstemt met de subsidie die normaal gestort zou moeten zijn voor die vervanger. »

**Art. 4.** Een artikel 103*bis*, luidend als volgt, wordt in hetzelfde besluit ingevoegd :

« De subsidies worden toegekend voor personeelseenheden effectief in dienst en bezoldigd door de inrichtende macht van de peuterschool; zij worden verminderd naar verhouding van de partiële prestaties.

In afwijking van vorig lid, wanneer het in artikel 1, 24° en 26° bepaalde Plan Tandem of brugpensioen wordt toegepast, blijft het gesubsidieerd personeel voor kinderverzorging of het gesubsidieerd medisch-sociaal personeel dat in de zin van artikel 1, 27° rechthebbende wordt onverminderd de vermindering van zijn prestaties, gesubsidieerd naar rato van zijn prestatietijd vóór de toepassing van het tijdskrediet of van het brugpensioen, op basis van het barema bepaald voor zijn personeelscategorie en zijn anciënniteit erkend door de Office, voor zover hij in zijn categorie door een bevoegd werknemer vervangen wordt naar rato van de vermindering van zijn prestatietijd.

Wanneer de rechthebbende in de zin van artikel 1, 27°, afwezig is wegens ziekte sinds meer dan een jaar, blijft het bedrag van de subsidie toegekend aan de gesubsidieerde opvangvoorziening berekend op basis van zijn barema en zijn anciënniteit erkend door de Office, in voorkomend geval tot zijn inruststelling.

Wanneer de werknemer die de vervanging van de rechthebbende in de zin van artikel 1, 27°, waarneemt, naar rato van de vermindering van zijn prestaties, afwezig is wegens ziekte en niet vervangen wordt na de wettelijke periode voor gewaarborgd inkomen, wordt het bedrag van de subsidie verschuldigd voor de rechthebbende in de zin van artikel 1, 27°, verminderd met het bedrag dat overeenstemt met de subsidie die normaal gestort zou moeten zijn voor die vervanger. »

**Art. 5.** Een artikel 107*bis*, luidend als volgt, wordt in hetzelfde besluit ingevoegd :

« In afwijking van artikel 107, eerste lid, wanneer het in artikel 1, 24° en 26° bepaalde Plan Tandem of brugpensioen wordt toegepast, blijft het gesubsidieerd personeel voor kinderverzorging of het gesubsidieerd medisch-sociaal personeel dat in de zin van artikel 1, 27° rechthebbende wordt onverminderd de vermindering van zijn prestaties, gesubsidieerd naar rato van zijn prestatietijd voor de toepassing van het tijdskrediet of van het brugpensioen, op basis van het barema bepaald voor zijn personeelscategorie en zijn anciënniteit erkend door de Office, voor zover hij in zijn categorie door een bevoegd werknemer vervangen wordt naar rato van de vermindering van zijn prestatietijd.

Wanneer de rechthebbende in de zin van artikel 1, 27°, afwezig is wegens ziekte sinds meer dan een jaar, blijft het bedrag van de subsidie toegekend aan de gesubsidieerde opvangvoorziening berekend op basis van zijn barema en zijn anciënniteit erkend door de Office, in voorkomend geval tot zijn inruststelling.

Wanneer de werknemer die de vervanging van de rechthebbende in de zin van artikel 1, 27°, waarneemt, naar rato van de vermindering van zijn prestaties, afwezig is wegens ziekte en niet vervangen wordt na de wettelijke periode voor gewaarborgd inkomen, wordt het bedrag van de subsidie verschuldigd voor de rechthebbende in de zin van artikel 1, 27°, verminderd met het bedrag dat overeenstemt met de subsidie die normaal gestort zou moeten zijn voor die vervanger. »

**Art. 6.** Artikel 113 van hetzelfde besluit wordt aangevuld met de volgende leden :

« In afwijking van het 1e lid, wanneer het in artikel 1, 24° en 26° bepaalde Plan Tandem of brugpensioen wordt toegepast, blijft de gesubsidieerde maatschappelijk werker die in de zin van artikel 1, 27° rechthebbende wordt onverminderd de vermindering van zijn prestaties, gesubsidieerd naar rato van zijn prestatietijd voor de toepassing van het tijdskrediet of van het brugpensioen, op basis van het barema bepaald voor zijn personeelscategorie en zijn anciënniteit erkend door de Office, voor zover hij in zijn categorie door een bevoegd werknemer vervangen wordt naar rato van de vermindering van zijn prestatietijd.

Wanneer de rechthebbende in de zin van artikel 1, 27°, afwezig is wegens ziekte sinds meer dan een jaar, blijft het bedrag van de subsidie toegekend aan de gesubsidieerde opvangvoorziening berekend op basis van zijn barema en zijn anciënniteit erkend door de Office, in voorkomend geval tot zijn inruststelling.

Wanneer de werknemer die de vervanging van de rechthebbende in de zin van artikel 1, 27°, waarneemt, naar rato van de vermindering van zijn prestaties, afwezig is wegens ziekte en niet vervangen wordt na de wettelijke periode voor gewaarborgd inkomen, wordt het bedrag van de subsidie verschuldigd voor de rechthebbende in de zin van artikel 1, 27°, verminderd met het bedrag dat overeenstemt met de subsidie die normaal gestort zou moeten zijn voor die vervanger. »

**Art. 7.** Een artikel 164*bis*, luidend als volgt wordt in hetzelfde besluit ingevoegd :

« De bepalingen bedoeld in de artikelen 93*bis*, 98*bis*, 103*bis*, 107*bis* en 113, 3e, 4e en 5e lid, worden periodiek geëvalueerd op de aanvraag van een of ander representatief maatschappelijk partner uit de sector, de Office of de Minister. »

**Art. 8.** Dit besluit treedt in werking de dag van de toepassing van de Collectieve arbeidsovereenkomst van 5 december 2005, dit is op 1 januari 2006.

Brussel, 10 maart 2006.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :

De Minister van Jeugd, Kinderwelzijn en Gezondheid,  
Mevr. C. FONCK